

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels


**COMMISSION POLITIQUE
SPÉCIALE, 51^e**

SÉANCE

Vendredi 25 janvier 1952, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

Page

Libye : a) Rapport annuel du Commissaire des Nations Unies en Libye (A/1949, A/1949/Add.1) ; b) Rapports annuels des Puissances administrantes de la Libye (A/1970 et Add.1, A/2024 et Add.1, A/AC.53/L.39, A/AC.53/L.40, A/AC.53/L.41) [suite].....	263
--	-----

Président : M. Sélim SARPÉR (Turquie).

Libye : a) Rapport annuel du Commissaire des Nations Unies en Libye (A/1949 et Add.1) ; b) Rapports annuels des Puissances administrantes de la Libye (A/1970 et Add.1, A/2024 et Add.1, A/AC.53/L.39, A/AC.53/L.40, A/AC.53/L.41) [suite]

[Point 20*]

1. MOSTAFA Bey (Égypte) souhaite que la Libye s'engage sur la voie du progrès sans subir d'influences étrangères néfastes. C'est pourquoi il tient à attirer l'attention sur les défauts que présentent les institutions du nouvel État libyen. Ces institutions n'ont de démocratique que le nom ; car elles ont été imposées par la force au peuple libyen qui n'a pu s'exprimer en toute liberté. C'est ainsi que l'État de Libye a été doté d'une structure destinée à perpétuer un colonialisme périmé et à donner une apparence de légalité aux idées impérialistes des Puissances occupantes.

2. Le représentant de l'Égypte rappelle les circonstances dans lesquelles a été créée l'Assemblée nationale de la Libye. La Tripolitaine, qui compte plus des deux tiers de la population de la Libye et qui est la province la plus évoluée de ce pays, n'a pas plus de représentants à cette Assemblée nationale que le Fezzan, qui est beaucoup moins peuplé. La majorité de la population se trouve ainsi réduite à une position minoritaire.

3. La Constitution élaborée par cette Assemblée reflète les mêmes défauts. Elle prévoit dans son article 94 que le Sénat sera composé de vingt-quatre membres, chacune des trois provinces du Royaume étant représentée par huit sénateurs. Du fait que les deux chambres exercent concurremment et sur un pied d'égalité la plupart des attributions prévues par la Constitution, il est facile d'imaginer les inconvénients inhérents à ce régime, qui institue en faveur de la minorité un droit de veto. C'est un régime antidémocratique, contraire au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et aux dispositions des résolutions adoptées par les Nations Unies.

4. De l'avis du représentant de l'Égypte, les Puissances administrantes ont tout fait pour imposer à la Libye un régime fédéral contraire aux vœux des Libyens désireux

de réaliser l'unité de leur pays. C'est ainsi qu'au cours de l'été 1949, le Royaume-Uni a conclu un accord avec le Gouvernement local de la Cyrénaïque, qu'elle avait établi dans cette partie de la Libye, et que, par la suite, d'autres gouvernements locaux ont été créés en Tripolitaine et au Fezzan par les Puissances administrantes. Le représentant de l'Égypte souligne à cet égard que le régime fédéral ne convient qu'aux pays qui ont atteint un degré avancé de développement politique, économique et social, ce qui n'est pas encore le cas pour la Libye. Il fait des vœux pour que les Libyens adoptent dans l'avenir une forme de gouvernement unitaire, moins coûteuse et mieux appropriée à leurs besoins. Ils feront ainsi échouer la politique de division entreprise par le Gouvernement du Royaume-Uni. Nul n'ignore que cette politique de division a pour but de favoriser les desseins des Puissances administrantes qui ont établi en Libye des bases militaires navales et aériennes et qui y entretiennent des troupes. Il semble d'ailleurs que le Gouvernement provisoire de la Libye ait négocié avec les Puissances administrantes des traités qui sont sans doute une réédition des " traités inégaux " qui lient quelques-uns des États du Moyen-Orient aux Puissances occidentales et qui se traduisent tous par le maintien dans ces pays des forces armées étrangères qui s'y trouvaient au moment de la conclusion des traités.

5. Un autre aspect de la tutelle étrangère que la Libye apparaît sous la forme de l'aide économique accordée à la Libye par les Puissances occupantes et par les États-Unis. L'Assemblée générale a adopté au cours de sa cinquième session une série de résolutions — 387 (V), 388 (V), 389 (V) et 398 (V) — prévoyant l'octroi d'une assistance technique à la Libye, mais il s'agissait d'une collaboration internationale et d'une œuvre que les Nations Unies et les institutions spécialisées étaient qualifiées pour entreprendre. Les Puissances occupantes et les États-Unis ont exploité cette promesse dans l'intérêt de leur mainmise sur la Libye.

6. Toutes ces manœuvres et tous ces projets montrent que les Puissances occupantes cherchent à maintenir leur emprise en Libye et à faire échec aux résolutions des Nations Unies. La conséquence est le maintien d'un régime anachronique et la perpétuation de la misère des masses. La population de la Libye aspire à réaliser son unité et à se libérer de l'occupation étrangère, et c'est seulement par l'établissement d'une situation normale dans le cadre des résolutions de l'Assemblée générale que la Libye pourra devenir un facteur de paix et de stabilité.

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

7. Mostafa Bey analyse ensuite le problème libyen, tout d'abord du point de vue politique, puis du point de vue économique.

8. En ce qui concerne le point de vue politique, il rappelle qu'au cours de la cinquième session de l'Assemblée générale, beaucoup de critiques furent formulées contre la manière dont avait été appliquée la résolution 289 A (IV) adoptée le 21 novembre 1949 par l'Assemblée relativement à la Libye. Ces critiques concernaient, d'une part, l'Assemblée nationale et, d'autre part, la création par les Puissances administrantes d'un gouvernement local dans chacune des trois divisions territoriales de la Libye. La Commission paritaire des vingt et un, qui avait été créée par voie de nomination, avait pour mandat limité et impératif d'élaborer un plan visant à créer l'Assemblée nationale. Or, cette commission, s'arrogeant des fonctions exécutives avec l'encouragement des Puissances administrantes, a créé une Assemblée composée par voie de désignation, au sein de laquelle la représentation des trois territoires de la Libye est assurée sur un pied d'égalité. Une telle Assemblée nationale n'est nullement représentative, car elle n'assure pas aux populations une représentation démocratique convenable; aussi a-t-elle été désavouée par tous les partis politiques de la Tripolitaine. C'est alors que le Commissaire des Nations Unies a proposé un projet de parlement de la Libye, comportant une chambre basse élue par l'ensemble du peuple et une chambre haute de composition restreinte, formée de représentants élus en nombre égal par les trois territoires. Selon ce projet, la chambre basse devait être exclusivement compétente en matière budgétaire, mais le Gouvernement libyen devait être responsable devant elle.

9. En formulant ces propositions, le Commissaire des Nations Unies a exprimé l'espoir d'obtenir l'appui unanime du Conseil pour la Libye. On peut se rendre compte en lisant le rapport que le Commissaire des Nations Unies n'a pu tenir la promesse faite à l'Assemblée générale, car il s'est heurté à l'opposition des Puissances administrantes. C'est ainsi que l'Assemblée nationale a élaboré la présente Constitution de la Libye. A aucun moment le peuple libyen n'a été consulté; tout lui a été imposé.

10. En ce qui concerne le point de vue économique, le représentant de l'Égypte évoque les dépenses inutiles et le gaspillage qui ont conduit la Libye au déficit budgétaire. Le régime fédéral a entraîné des dépenses considérables pour l'entretien d'institutions superposées à l'échelon local et à l'échelon national. Le personnel civil étranger qui était au service des anciennes Puissances administrantes est retenu sans raison plausible par le nouvel État libyen. Les traitements trop élevés de ce personnel grèvent le budget de la Libye. En raison de ce déficit budgétaire, Mostafa Bey pose la question de savoir si les Puissances administrantes ont versé à la Libye la contre-valeur correspondant à l'utilisation des installations maritimes et aériennes de la Libye, ainsi qu'à l'utilisation des bases militaires. Cette contre-valeur représente des sommes considérables, grâce auxquelles la Libye aurait pu faire face à ses besoins financiers.

11. Le représentant de l'Égypte signale que le Gouvernement du Royaume-Uni a offert de combler le déficit du budget libyen à condition que des garanties suffisantes lui soient fournies, c'est-à-dire que les affaires financières de la Libye soient gérées d'une manière qui convienne au Royaume-Uni. Cette situation pourrait entraîner des répercussions fâcheuses sur la liberté d'action du Gouvernement libyen. D'autre part, le budget libyen devrait, de ce fait, être approuvé et contrôlé par le Royaume-Uni, ce qui porterait atteinte à l'indépendance de la Libye. D'autre part, il est douteux que ce contrôle étranger serait inspiré

par le seul intérêt de la Libye, et il est probable que le Royaume-Uni exercerait grâce à lui une influence prédominante dans les affaires intérieures de la Libye. Le représentant de l'Égypte souligne que le représentant de la Tripolitaine au Conseil pour la Libye n'a pas manqué de signaler les dangers que présentait une telle solution; le paragraphe 242 du deuxième rapport du Commissaire (A/1949) en fait foi. Le Commissaire des Nations Unies a, lui aussi, jugé qu'il était peu souhaitable que la Libye reçoive une aide financière d'une Puissance étrangère unique, et il a préconisé l'institution de contrôles internationaux pour écarter les dangers que comporterait une influence prédominante. Il a donc demandé la nomination d'un représentant permanent de l'assistance technique, qui aurait des pouvoirs consultatifs pour l'utilisation des sommes versées au titre de l'aide étrangère. Le représentant de l'Égypte cite à ce sujet le texte du paragraphe 223 du rapport du Commissaire.

12. Cependant, malgré les avertissements du représentant de la Tripolitaine et du Commissaire des Nations Unies, un accord a été conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la Libye, accord par lequel le Gouvernement britannique s'engage à combler le déficit du budget libyen sous certaines conditions, qui comportent notamment la nomination d'un agent principal chargé des questions économiques et financières et d'un Commissaire général aux comptes qui seraient l'un et l'autre de nationalité britannique et fonctionnaires du Gouvernement libyen. Le premier sera le plus haut fonctionnaire du Ministère des finances de la Libye. Cet accord demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1953. Mostafa Bey tient à attirer l'attention du Gouvernement de la Libye sur les réels dangers que comporte, pour les affaires intérieures d'un pays, un contrôle financier de cet ordre.

13. C'est pour tenter de remédier aux défauts de la structure présente du nouvel État de Libye que la délégation de l'Égypte, s'associant aux délégations de l'Arabie saoudite, de la Syrie et du Yémen, a déposé un amendement (A/AC.53/L.41) au projet de résolution des douze Puissances (A/AC.53/L.39).

14. Cet amendement comporte, en premier lieu, l'addition des mots "libres et démocratiques" dans le texte du paragraphe 2 du dispositif, après les mots "des élections nationales". Il faut en effet que le peuple libyen, lorsqu'il exercera son droit de vote, ait la possibilité d'exprimer librement sa volonté suivant les pratiques en honneur dans les pays démocratiques.

15. Le projet d'amendement comporte en outre l'addition de deux paragraphes. Le premier, qui sera inséré dans le texte du projet de résolution après le paragraphe 2 du dispositif, est ainsi rédigé :

"*Invite* les États Membres qui sont en mesure de le faire à fournir à la Libye, sur sa demande et dans le cadre d'un plan coordonné de développement économique, et par le canal des organes compétents des Nations Unies, une assistance financière et technique pour favoriser son développement économique, social et culturel".

16. Le deuxième, qui sera inséré entre le paragraphe 3 et le paragraphe 4 du dispositif, est ainsi rédigé :

"*Prie* le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Bureau de l'assistance technique, d'informer le Conseil économique et social et l'Assemblée générale des programmes de développement économique et social de la Libye, et de suggérer les mesures appropriées pour utiliser les ressources des Nations Unies et l'aide financière et l'assistance technique fournies par les gouvernements pour favoriser le développement de la Libye".

17. Mostafa Bey fait observer que ces deux nouveaux paragraphes sont conformes, dans l'esprit et dans la lettre, aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa cinquième session. Ils ont pour but d'empêcher toute ingérence des États étrangers dans les affaires libyennes. Au cas où l'amendement présenté par la délégation de l'Égypte serait adopté, le Gouvernement de l'Égypte n'hésiterait pas à contribuer à l'aide financière à la Libye et à participer à une assistance qui reposerait sur des bases vraiment internationales. Mostafa Bey suggère que l'on s'inspire, en l'occurrence, de l'accord d'assistance technique conclu en octobre 1951 entre la Bolivie et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

18. Le représentant de l'Égypte annonce également qu'il introduira un projet de résolution relatif aux troupes étrangères en garnison en Libye, ainsi qu'aux bases que les Puissances étrangères entretiennent dans ce pays. Il se réserve de commenter ce projet par la suite.

19. En attendant, le représentant de l'Égypte voudrait obtenir du Commissaire des Nations Unies des éclaircissements sur certains faits qui se sont produits en Libye à l'époque où le Conseil pour la Libye siégeait à Tripoli et qui ont trait au régime de liberté dont jouissait alors la population libyenne. La délégation de l'Égypte a, en effet, reçu de certaines organisations nationales libyennes des plaintes qui ne manquent pas de l'inquiéter.

20. Est-il exact, par exemple, que certains journaux tels que *Al Mirsad*, *Lewa Lal Houria*, *Alouapel* et *Choulau Houria*, qui critiquaient la politique suivie par l'Assemblée nationale libyenne et s'opposaient à l'institution d'un gouvernement fédéral libyen, ont été interdits ?

21. Est-il exact que seuls ont été autorisés à paraître des journaux tels que *Taraboula* et *Barka el Gadida*, publiés sous le contrôle de l'Intelligence Service britannique ?

22. Est-il exact que certaines réunions publiques ont été interdites par ordre de la police et que, chaque fois que des organisations politiques opposées à l'institution d'un régime fédéral ont demandé l'autorisation de tenir des réunions, cette autorisation leur a été refusée ?

23. Est-il exact que, lors des réunions à Tripoli du Conseil pour la Libye, la police britannique a dû disperser par la force des manifestations populaires hostiles au Gouvernement tripolitain ?

24. Est-il exact que la police britannique et la police locale sont intervenues pour interdire un mouvement de grève générale prévu à Tripoli pour protester contre le mouvement fédéraliste ?

25. Est-il exact que les autorités britanniques ont arrêté, le 16 mars 1951, le rédacteur en chef du journal *Lewa Lal Houria* et ont provoqué son refoulement en Tunisie sous le prétexte qu'il était l'organisateur du mouvement antifédéraliste ?

26. Est-il exact que les autorités britanniques ont publié, le 24 mars 1951, un décret d'exception qui considérait tout citoyen libyen s'opposant au mouvement fédéraliste comme un criminel de droit commun ?

27. Est-il exact enfin que la police est intervenue pour empêcher les réunions prévues entre le Président du Congrès national libyen et les chefs des tribus bédouines ?

28. Le représentant de l'Égypte serait heureux que le Commissaire des Nations Unies veuille bien répondre à ces questions.

29. M. PALAMARTCHOUK (République socialiste soviétique d'Ukraine) souligne que, tout au long de l'examen du problème libyen, sa délégation est restée fidèle aux

principes de l'égalité de tous les peuples et du droit de ces peuples à disposer d'eux-mêmes, et a constamment appuyé les aspirations du peuple libyen à l'indépendance.

30. La délégation de la RSS d'Ukraine considère que l'indépendance et la souveraineté de la Libye seraient illusoires si des forces armées étrangères demeuraient en garnison dans ce pays et si des bases militaires étrangères y étaient maintenues. Or, certains États n'ont nulle intention de retirer les forces armées qu'ils entretiennent actuellement en Libye, mais, au contraire, cherchent à renforcer leur contrôle sur ce pays, afin de réaliser leurs visées stratégiques sur le bassin méditerranéen. Cette situation ne manque pas d'inquiéter le peuple libyen et les États voisins de la Libye.

31. Les événements qui se déroulent actuellement en Égypte montrent l'intérêt que le Royaume-Uni et la France portent à la Libye en raison de leur valeur stratégique de ce pays pour la défense du canal de Suez. D'autre part, les milieux dirigeants des États-Unis, qui cherchent à établir l'hégémonie de leur pays, ont enserré la Libye dans le réseau de bases militaires établies par les États-Unis dans le monde entier et qui est dirigé contre l'URSS et les pays de démocratie populaire.

32. Pour réaliser leurs desseins agressifs, le Royaume-Uni et les États-Unis ont édifié des ouvrages militaires en Libye, construit des routes et des aérodromes, reconstruit le port de Tobrouk et entrepris des travaux importants dans le port de Zouara, ancienne base d'hydravions italiens pendant la deuxième guerre mondiale.

33. Le maintien de bases militaires en Libye, sur les frontières de l'Égypte et dans d'autres pays de l'Afrique du Nord, constitue une menace, non seulement contre la Libye, mais aussi et avant tout contre les États du littoral méditerranéen. Il fait partie du programme de préparatifs entrepris par le Royaume-Uni et les États-Unis en vue d'une nouvelle guerre mondiale. Déjà, les monopoles anglo-américains se sont emparés des positions-clefs de l'économie libyenne.

34. Le Royaume-Uni a offert une prétendue aide financière à la Libye, mais en échange de bases militaires, ainsi que l'a révélé un article paru dans le *Times* le 13 septembre 1951. Le Commissaire des Nations Unies a indiqué d'ailleurs, au paragraphe 320 de son deuxième rapport, que l'octroi par une seule Puissance d'une assistance financière à la Libye permettrait à cette Puissance d'exercer une influence prédominante dans les affaires intérieures du pays. Ainsi a-t-il fait apparaître nettement les desseins du Royaume-Uni et des États-Unis en Libye.

35. Le rapport du Commissaire des Nations Unies ne reflète d'ailleurs pas la véritable situation en Libye. Il ne tend guère qu'à couvrir les desseins des Puissances étrangères qui considèrent la Libye comme un simple pion sur l'échiquier de leurs intérêts.

36. A toutes les sessions de l'Assemblée générale et devant le Conseil de sécurité, la délégation de la RSS d'Ukraine a toujours défendu les intérêts des peuples non autonomes. Fidèle à cette politique, elle appuie aujourd'hui le projet de résolution soumis par l'URSS (A/AC.53/L.40) et qui demande le retrait, dans un délai de trois mois, de toutes les troupes étrangères actuellement cantonnées en Libye et la liquidation de toutes les bases militaires établies dans ce pays.

37. En adoptant ce projet de résolution, qui est d'une importance fondamentale pour l'indépendance du peuple libyen, la Commission apporterait une contribution notable au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

38. M. CHOUKAYRI (Syrie) déclare que la question dont la Commission est saisie est un motif de joie et de fierté pour les Nations Unies : au cœur de l'Afrique du Nord, qui a vécu pendant des siècles sous la terreur, un peuple vient en effet de se libérer du joug étranger, et un nouvel État indépendant vient de naître. La délégation de la Syrie est heureuse d'apporter ses félicitations au peuple libyen qui vient d'obtenir sa liberté et son indépendance. Elle rend hommage à S.M. Idriss I^{er}, roi du Royaume-Uni de Libye, dont l'héroïsme et la sagesse ont permis que soit couronné de succès l'effort entrepris par son peuple. Elle tient également à saluer les représentants du Gouvernement libyen et, en particulier, S.E. le Premier Ministre Mahmoud Muntasser, qui ont pris devant la Commission l'engagement de préserver l'indépendance de leur pays, de respecter les droits fondamentaux de l'homme et les principes démocratiques et de collaborer à l'œuvre commune de paix, lorsque la Libye aura été admise comme Membre de l'Organisation des Nations Unies.

39. La délégation de la Syrie tient, enfin, à féliciter et à remercier les Puissances administrantes de la Libye d'avoir transféré leurs pouvoirs au peuple libyen et d'avoir renoncé à leur souveraineté sur les pays qu'ils ont jusqu'ici administrés. Elle tient, en particulier, à féliciter la France d'avoir renoncé à sa souveraineté sur le Fezzan, et elle espère avoir bientôt l'occasion de la féliciter à nouveau lorsqu'elle aura renoncé à sa souveraineté sur la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

40. Les États arabes accueilleront avec joie le nouvel État dans leur sein parce qu'il a le même passé, les mêmes traditions, les mêmes craintes et les mêmes espoirs qu'eux.

41. On a dit, à plusieurs reprises, au cours de la discussion, que le nouvel État était une création des Nations Unies. Il faut reconnaître que les Nations Unies n'ont pas le pouvoir de créer un État, car un État est un organisme vivant qui doit se développer par lui-même. Le nouvel État a été créé par le peuple Libyen lui-même, auquel la Charte reconnaît comme à tous les peuples le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales ; ce peuple a dû, pour obtenir ce résultat final, mener de durs et sanglants combats, et nombreux sont les Libyens qui sont tombés pour la libération de leur pays, aux côtés de jeunes gens venus, pour les aider, des États arabes voisins.

42. Il y a lieu de se féliciter de ce que les quatre grandes Puissances, ne pouvant se mettre d'accord sur la question du sort des anciennes colonies italiennes, aient renvoyé le problème à l'Assemblée générale, qui s'est prononcée en faveur de l'indépendance de la Libye. Il serait à souhaiter que la même méthode fût appliquée et les mêmes résultats obtenus dans le cas des pays qui sont encore privés de leur autonomie ou de leur indépendance.

43. M. Choukayri examine ensuite, à la lumière des dispositions de la Charte, la question de principe que soulève la présence de troupes et de bases militaires étrangères en Libye. Ce pays est aujourd'hui un État pleinement souverain et indépendant ; il est donc libre de choisir ses alliances, de se ranger du côté de l'Est ou du côté de l'Ouest, ou encore de proclamer sa neutralité ou même de s'abstenir de définir sa position. Toutefois, on peut présumer qu'il se trouvera tout naturellement aux côtés des États arabes en ce qui concerne les questions de politique extérieure. Il est libre de passer des accords avec des Puissances étrangères, mais à condition que ces accords soient conclus avec le plein assentiment de la nation. Or, tel ne peut guère être le cas d'un accord passé entre un État autrefois chargé de l'administration d'un territoire et ce territoire devenu indépendant. Il s'est, en

effet, établi entre eux des relations particulières, assez comparables à celles du tuteur et du pupille, et il est permis de supposer à priori que l'accord intervenu n'a pas été conclu avec le plein assentiment de la plus faible des deux parties et est donc entaché d'inégalité. La preuve doit donc être faite que la nation a exprimé son assentiment. C'est là du reste un principe reconnu dans le droit britannique. La délégation de la Syrie s'intéresse vivement à cette question, car l'indépendance de la Libye est un bien précieux pour la Libye elle-même et pour tous les États arabes. La Syrie, en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies et membre de la Ligue arabe, s'inquiète de tout ce qui risque de porter atteinte à cette indépendance.

44. C'est dans le même esprit que la délégation de la Syrie souhaiterait voir bientôt le nouvel État prendre la place qui lui revient au sein de l'Organisation des Nations Unies.

45. En terminant, M. Choukayri déclare que sa délégation rend hommage au Commissaire des Nations Unies en Libye, qui a su s'acquitter avec succès d'une tâche difficile et qui n'a pas hésité, à plusieurs reprises, à désapprouver la politique britannique en Libye. Elle remercie également les membres du Secrétariat des Nations Unies qui ont secondé M. Pelt dans ses efforts. Elle adresse enfin ses félicitations et ses souhaits au peuple libyen, à son souverain et à son gouvernement, pour l'accession de la Libye à l'indépendance.

46. M. CASTRO (Salvador) est heureux d'adresser au peuple Libyen, à l'occasion de son accession à l'indépendance, les félicitations et les souhaits du peuple du Salvador, qui forme le vœu que le nouvel État parviendra à organiser sa vie nationale et à créer sur son territoire des conditions de stabilité économique et sociale.

47. Le représentant du Salvador croit utile de rappeler que, lorsque l'Assemblée générale a examiné en 1950 le problème de l'indépendance de la Libye, sa délégation a soulevé de sérieuses objections contre le mode de désignation des membres de l'Assemblée nationale libyenne, à laquelle devait incomber la lourde tâche d'élaborer la constitution du nouvel État. Plusieurs délégations, dont celle du Salvador, estimaient en effet que les membres de l'Assemblée nationale libyenne devaient être élus au suffrage direct, et que chacun des trois territoires devait y disposer d'un nombre de sièges proportionnel au chiffre de sa population. Cela aurait été conforme aux principes démocratiques. Toutefois, la majorité s'est prononcée contre ce principe et a décidé que les membres de l'Assemblée nationale libyenne seraient nommés et que les trois territoires auraient le même nombre de sièges en dépit de l'inégalité de leur population. Cependant, s'ils ont été un moment divisés sur ce point, les membres de la Commission politique spéciale sont aujourd'hui unanimes à se réjouir de l'accession à l'indépendance du nouvel État.

48. La Libye est actuellement en pleine évolution. Elle vient de se donner une Constitution qui prévoit la création d'un parlement composé de deux chambres, une chambre des députés, où les trois territoires seront représentés par un nombre de députés proportionnel au chiffre de leur population, ce qui représente un progrès très net par rapport au mode de désignation des membres de l'Assemblée nationale libyenne, et un sénat, où les trois territoires posséderont un nombre égal de sièges, ce qui est conforme au système généralement en vigueur dans les pays qui ont adopté le système fédéral.

49. La délégation du Salvador examinera avec sympathie le projet de résolution commun ainsi que tous les amendements qui pourraient être présentés.

50. En terminant, M. Castro donne au représentant du Royaume-Uni de Libye l'assurance que son gouvernement est tout à fait favorable à l'admission de la Libye dans l'Organisation des Nations Unies.

51. M. NEHRU (Inde) rappelle que le point de vue suivant lequel la Libye devait recevoir une complète indépendance, défendu depuis le début par plusieurs délégations, dont celle de l'Inde, n'a pas été immédiatement accepté, mais a fini par s'imposer à la quatrième session de l'Assemblée générale. C'est alors que l'Assemblée a adopté sa résolution 289 (IV), aux termes de laquelle elle déclarait que la Libye serait constituée en un État indépendant et souverain, et que son indépendance deviendrait effective, au plus tard, le 1^{er} janvier 1952.

52. Conformément à cette résolution, la Libye est entrée, le 24 décembre 1951, dans la communauté des nations libres. A cette occasion, la délégation de l'Inde voudrait adresser ses félicitations au peuple libyen et à son souverain, dont la sagesse et le sens politique ont grandement contribué à l'émancipation politique du nouvel État.

53. L'accession de la Libye à l'indépendance a été accueillie dans l'Inde avec une profonde émotion. L'Inde a été heureuse de voir l'héroïque peuple libyen, qui a lutté avec acharnement pour la libération de son pays, parvenir enfin à son but avec l'aide des Nations Unies. Elle se sent unie à la Libye par des liens étroits forgés pendant la deuxième guerre mondiale, au cours de laquelle les troupes indiennes et pakistanaïses ont pris une part décisive aux victoires remportées en Afrique par les troupes du *Commonwealth* britannique. Elle se rend compte que la libération de la Libye n'est pas un événement isolé, mais s'inscrit dans un vaste mouvement qui secoue aujourd'hui tout le monde arabe et asiatique et l'achemine à l'émancipation politique et au progrès social. L'ère de la domination étrangère touche aujourd'hui à sa fin, et il est normal que tout succès remporté par l'un des peuples suscite l'enthousiasme de tous les autres. Enfin, l'Inde se réjouit tout particulièrement que la Libye ait pu parvenir à l'unité et à l'indépendance politique par des moyens pacifiques conformes à la Charte, et avec l'aide des Nations Unies, qui se sont ainsi acquittées de l'un de leurs devoirs les plus sacrés. Il n'est pas exagéré de dire que la mise en œuvre de la résolution 289 (IV) de l'Assemblée générale a renforcé le prestige de l'Organisation et a raffermi, au cœur des peuples qui luttent pour leur indépendance, l'espoir de conquérir, par des moyens pacifiques, la liberté, l'égalité et la jouissance des droits de l'homme. L'accession de la Libye à l'indépendance marque donc un moment décisif dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies ; l'Organisation s'est engagée dans la bonne voie, et elle doit s'y maintenir à l'avenir pour favoriser l'entente et l'amitié entre les peuples.

54. La Libye a dû son indépendance en quelque sorte à une décision des Nations Unies. Il est donc du devoir de l'Organisation de favoriser son développement et son progrès. A cette fin, il faut assurer, le plus tôt possible, l'admission du nouvel État au sein de l'Organisation. La délégation de l'Inde n'ignore pas que, des facteurs étrangers à la question étant intervenus, plusieurs États qui remplissent toutes les conditions requises sont encore tenus à l'écart

de l'Organisation, ce qui est une source de faiblesse pour elle, mais on peut espérer qu'il sera tenu compte de la situation particulière dans laquelle se trouve la Libye et du fait que cet État a été créé par décision des Nations Unies.

55. C'est à juste titre que divers représentants ont insisté sur les problèmes économiques et financiers devant lesquels se trouve le nouvel État, car, sans stabilité économique, l'indépendance politique perd beaucoup de son sens. Or, il ressort du rapport du Commissaire des Nations Unies en Libye que la situation du nouvel État est grave. Comme le représentant du Chili l'a fait observer (50^e séance), après deux générations d'occupation étrangère la Libye est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il est à craindre par conséquent que le libre exercice de la volonté populaire ne se trouve compromis en Libye par la pression des nécessités immédiates, et que la dépendance économique vis-à-vis de l'étranger ne menace l'indépendance politique du pays. La délégation de l'Inde partage à cet égard les appréhensions exprimées par le Commissaire au chapitre V de son rapport. Elle a écouté avec beaucoup d'attention les observations faites dans le même ordre d'idées par le représentant de l'Égypte. Il semble, toutefois, que les difficultés mentionnées par ce dernier auront tendance à s'atténuer au fur et à mesure de l'évolution politique du nouvel État, et il y a lieu de noter avec satisfaction que les accords conclus par la Libye avec les anciennes Puissances administrantes devront être ratifiés par le Parlement. Ce dernier saura sans doute tenir compte des considérations qu'ont exprimées au sein de la Commission les nombreuses délégations qui se préoccupent de la prospérité du nouvel État.

56. Toute mesure adoptée par le Parlement et qui irait dans le sens indiqué par le Commissaire ou par le représentant du Pakistan mériterait d'être appuyée par les Nations Unies. Il faut espérer également que le Secrétaire général des Nations Unies et les institutions spécialisées continueront à faire bénéficier la Libye de toute l'assistance technique possible, dans les conditions prévues par le programme élargi d'assistance technique et en évitant toute dépense inutile, comme l'a dit le représentant du Pakistan dans sa remarquable intervention (48^e séance).

57. La délégation de l'Inde reconnaît la valeur des arguments invoqués par les représentants qui se sont demandés si la présence de bases et de forces militaires étrangères en Libye était compatible avec l'indépendance de ce pays. Elle estime cependant qu'il faut laisser au peuple libyen lui-même et à son Parlement le soin de décider de la question, en tenant compte des intérêts du pays ; la Libye est maintenant un État indépendant, et l'initiative devra venir en l'occurrence du Parlement libyen. En même temps, la délégation de l'Inde tient à s'associer à l'appel lancé par le représentant de l'Irak (49^e séance) aux grandes Puissances pour leur demander d'aider le nouvel État à rester en dehors du conflit qui les divise pour le moment.

58. C'est en tenant compte de ces diverses considérations que la délégation de l'Inde examinera les projets de résolution et amendements dont la Commission se trouve saisie.

La séance est levée à 13 heures.